

Table des matières

Travail collaboratif : des alternatives à Microsoft et IBM de plus en plus crédibles.....	3
Indexel - Par Thierry Lévy-Abégnoli, Le 26/01/2005	
Solutions GNU/Linux 2005.....	5
Laboratoire SupInfo Paris - Ecrit par : Julien - 27/01/2005	
La formation représente 20% du coût d'une migration vers les logiciels libres.....	7
ZDNet France - Par Christophe Guillemin - Jeudi 3 février 2005	
Solutions Linux, Paris 2005.....	9
École Polytechnique de Lausanne, Par Anne Possoz, le mardi 22 février 2005.	
L'écosystème se structure : Sociétés de services, le pragmatisme	13
Programmez de Mars 2005, par Carole Pitras	
Adytone filtre ouvertement les emails.....	16
Décision Informatique - Par Julie De Meslon - 7 mars 2005	
Le logiciel libre étend son emprise dans tous les domaines.....	17
01 Réseaux - Par Thierry Jacquot, Mars 2005	
Clear Channel virtualise son infrastructure.....	21
01 Réseaux – Mars 2005	
Le projet Debian est-il en crise?.....	22
ZDNet France - Par Christophe Guillemin, Lundi 21 mars 2005	
IBM ouvre sa CVthèque certifiée Xavier Biseul	24
01 Informatique – Par Xavier Biseul - 24/03/2005	
Verrouiller le LAN et les serveurs d'applications de l'entreprise.....	25
Olivier Ménager , 01 Réseaux, le 01/04/2005	

Travail collaboratif : des alternatives à Microsoft et IBM de plus en plus crédibles

Indexel - Par [Thierry Lévy-Abégnoli](#), Le 26/01/2005

http://www.indexel.net/1_6_3983__3_/15/90/1/Travail_collaboratif___des_alternatives_a_Microsoft_et_IBM_de_plus_en_plus_credibles.htm

Les entreprises souhaitant déployer une solution de travail collaboratif pour un coût inférieur à celui d'Exchange ou de Lotus Domino ont désormais le choix entre différents produits dont les fonctions dépassent largement celles d'une simple messagerie.

En matière de travail collaboratif, le marché est dominé par Microsoft (avec Exchange) et son dauphin immédiat IBM (Lotus Domino). Rebutées par le coût ou la lourdeur de mise en oeuvre de ces produits, nombre de PME se contentent de simples serveurs SMTP/POP3 ou de messageries hébergées. Mais au-delà de la fonction de base qu'est le courrier électronique, un nombre croissant de petites structures souhaitent partager un agenda, une liste de contacts, des dossiers ou un outil de gestion des tâches. Des éditeurs comme IPSwitch ou Oxyan se sont placés sur ce créneau. De son côté, IBM décline son produit dans une version PME baptisée Lotus Domino Messaging Express. Quant à Lotus Workplace Messaging, très bon marché, il ne va guère au-delà du simple serveur de messagerie.

Des coûts inférieurs, mais des offres encore jeunes



Depuis un an, on assiste également à l'émergence de projets dans le monde du Les principaux se nomment OpenGroupware.org et eGroupware. Ils reposent sur un serveur de messagerie libre, un système de gestion de base de données (SGBD), un serveur Apache (pour l'accès en mode Webmail) et des fonctions collaboratives qui constituent leur véritable valeur ajoutée. *"Bien qu'il s'agisse de véritables alternatives à Exchange, ces projets restent encore, de par leur jeunesse, handicapés par un marché qui doit mûrir"*, affirme [Fabien Vallon](#) (photo), consultant chez Alcôve.

Ces offres n'atteignent certes pas toute la riche fonctionnelle d'Exchange. Mais même leurs lacunes sont présentées comme des arguments. *"Le produit de Microsoft n'est bien souvent utilisé qu'à 40 % de son potentiel. Notre offre étant plus simple, les entreprises en exploiteront couramment au moins 60 %"*, avance [Loïc Triger](#), directeur commercial Europe du Sud chez IPSwitch. D'autres arguments plus convaincants sont liés à l'intégration d'Outlook, à la facilité de mise en oeuvre, à l'intégration de fonctions de sécurité et surtout au coût, au moins 50 % inférieur à celui d'Exchange.

Une intégration maximum avec Outlook



Pratiquement tous les produits jouent la carte de l'intégration avec Outlook qui est désormais présenté comme le client par défaut, même lorsqu'un produit propriétaire reste proposé. Le logiciel de Microsoft ne se limite alors pas au simple accès à la messagerie. *"Outlook permet aussi de consulter l'agenda, les dossiers, les tâches et l'annuaire partagés, ce qui permet d'éviter de perturber l'utilisateur"*, explique [Pierre Bellier](#)

(photo), président Oxyan Software. Les logiciels libres supportent également Outlook mais via des connecteurs payants. *"Pour des questions de licences, l'avenir des projets OpenGroupware.org et eGroupware se situe probablement dans des logiciels spécifiques"*, estime Fabien Vallon.

Une mise en oeuvre simplifiée, des fonctions de sécurité intégrées

IPSwitch et Oxyan ont réalisé d'importants efforts au niveau de la facilité de mise en oeuvre. L'installation et la configuration s'effectuent en quelques dizaines de minutes et les fonctions d'administration sont à la portée de tous. En revanche, les logiciels libres sont plutôt délicats à mettre en oeuvre, dans la mesure où ils requièrent l'installation, l'intégration et la configuration de briques fournies séparément. La SSII Alcôve, qui a réalisé plusieurs déploiements d'OpenGroupware et d'eGroupware, facture à cette occasion quelque cinq jours hommes de prestations.

Les offres d'Oxyan, IPSwitch et Novell incluent en standard - via des accords avec des spécialistes - des solutions anti-spam et antivirus. Oxyan va même jusqu'à incorporer des fonctions de firewall, de filtrage d'URL et de détection d'intrusion. Un tel niveau d'intégration n'intéressera toutefois que les plus petites PME. *"Pour les plus grosses structures, nous proposons une version dénuée de fonctions de sécurité"*, précise Pierre Bellier (Oxyan).

Panorama des offres

Produit	Editeur	Client principal	Prix
Lotus Domino Messaging Express	IBM	Notes ou Outlook	A partir de 90 euros par utilisateur
Lotus Workplace Messaging		Notes	14 euros par utilisateur
IPSwitch Collaboration Suite	IPSwitch	Outlook, client de messagerie instantanée	1300 euros pour 25 utilisateurs 2500 euros pour 100 utilisateurs
eGroupware	Logiciel libre	Mozilla et autres logiciels libres	Gratuit
OpenGroupware.org	Logiciel libre	Outlook (et bientôt Glow, un client spécifique libre)	Gratuit (mais 50 euros par utilisateur pour l'adaptateur Outlook)
Groupwise	Novell	Outlook ou Groupwise	1460 euros pour 10 utilisateurs 7300 euros pour 50 utilisateurs
Exchange Server 2003	Microsoft	Outlook	4523 euros pour 10 utilisateurs 11 800 euros pour 50 utilisateurs
Access Mail	Oxyan		Outlook ou client propriétaire
Access Net	Oxyan	Outlook ou client propriétaire	1340 euros pour 10 utilisateurs 4190 euros pour 50 utilisateurs

Solutions GNU/Linux 2005

Laboratoire SupInfo Paris - Ecrit par : [Julien](#) - 27/01/2005

Du 1er au 3 février se déroulera le salon Solutions GNU/Linux, au CNIT de Paris la Défense.

Ce salon a pour but de regrouper les principaux acteurs du logiciel libre et de l'open source pour l'entreprise.

<http://www.solutionslinux.fr/fr/index.php>

Comme tous les ans, ce salon sera découpé en deux zones, l'une pour les entreprises, l'autre pour les associations.

Entreprises

Coté entreprise, on y trouve les principaux acteurs internationaux (Novell, Red-hat, Mandrake, IBM...) mais aussi beaucoup de SSII et SLL (Idealx, Linagora, Alcove, Alixen...) ainsi que les principaux éditeurs de documentation spécialisée (Eyrolles, O'reilly, Diamond Edition...), et beaucoup d'autres.

Associations

Coté association, on retrouve les habitués (April, Aful, Parinux, Léa-Linux, FSF...) ainsi que quelques nouveaux sur ce salon :

Pour la première fois, la **Mozilla Fondation** (<http://www.mozilla.org/foundation/>) sera présente sur ce salon, notamment représentée par Tristan Nitot (<http://standblog.org/>), Président de Mozilla-Europe (<http://www.mozilla-europe.org/fr/>).

L'association **PostgreSQL-FR** (<http://www.postgresqlfr.org/>) viens d'être créé, ce salon sera donc aussi l'occasion de rencontrer cette association, notamment lors de conférences sur PostgreSQL, mais aussi lors de la première assemblée générale de l'association (<http://www.postgresqlfr.org/?q=node/view/134>).

L'association **Tux Family** (<http://tuxfamily.org/>) va annoncer lors du salon la ré-ouverture de ses services, fermés il y a un an suite à un piratage.

Liste complète des associations : http://www.assoces-libres.org/rubrique.php3?id_rubrique=3

Un tract présentant la partie associative du salon est disponible ici :

ftp://ftp.traduc.org/pub/traduc.org/LinuxExpo/2005/depliant_LS_2005.pdf

Conférences

Durant tout le salon, les associations organisent des conférences en accès libre: http://www.assoces-libres.org/article.php3?id_article=5

Parallèlement à ça, d'autres conférences (essentiellement payantes) organisées par le salon auront lieu: http://www.solutionslinux.fr/fr/conferences_index.php

Animations

Coté animations, le mardi soir aura lieu la soirée des associations, ou seront décernés les trophées du libres (http://assoces-libres.org/article.php3?id_article=47).

Le mercredi, Tux Family organise sa "bouffe" traditionnelle (http://tuxfamily.org/article.php3?id_article=2).

Le jeudi c'est au tour du Firt Jeudi (<http://paris.firstjeudi.org/>)

D'autres "bouffes" sont organisées, tous les détails sont disponibles ici: http://www.assoces-libres.org/article.php3?id_article=44

N'oubliez pas de vous inscrire : http://www.solutionslinux.fr/fr/visiter_preinscription_fr.php

La formation représente 20% du coût d'une migration vers les logiciels libres

ZDNet France - Par [Christophe Guillemin](#) - Jeudi 3 février 2005

Business - Le coût d'une migration vers des applications non propriétaires serait alourdie par la formation du personnel, estiment les opposants au libre. Faux: elle ne représente, en moyenne, que 20% de la facture totale affirment les sociétés de services.

Les éditeurs de logiciels et certains analystes considèrent que la formation du personnel consitute le centre de coût le plus important dans les projets de migration vers des solutions non propriétaires.

En 2003, la société d'études Gartner [expliquait ainsi](#) que «ce qui revient le plus cher [dans une migration] est le coût engendré par l'utilisateur final ("end-user cost"), qui doit se familiariser avec le nouveau système». Microsoft met également l'accent sur cet aspect de la migration dans [sa campagne publicitaire "Get the facts"](#).

Pour ces acteurs, la formation serait donc une composante importante du fameux coût total de possession ou TCO ("total cost of ownership"). Rappelons qu'il s'agit de la facture globale, comprenant outre l'acquisition des licences, le support technique, l'apprentissage...

Lors du salon Solutions Linux 2005, qui ferme ses portes le 3 février, *ZDNet* a posé la question du coût de la formation aux représentants de SSSL (*) comme aux administrations en cours de migration vers le libre. À question simple, réponse claire: «Elle représente 20% du budget total d'une migration vers le non-propriétaire», explique Laurent Pierre, directeur de projet chez la SSSL Linagora.

Même ratio avancé chez son concurrent Alcôve. «L'expertise et le "portage" (adaptation, Ndlr) d'applications spécifiques représente les 80% restants», précise Yves Miezan Ezo, son responsable marketing et formations.

700 euros pour une journée de formation

Il existe bien sûr des différences selon les solutions utilisées, dont la prise en main s'avère plus ou moins complexe. Dans le cas le plus récent de la [migration de la gendarmerie nationale](#) vers OpenOffice le coût est très faible.

«Nous avons une trentaine d'experts au niveau national qui ont été formés par des partenaires extérieurs. Ils vont transmettre leurs compétences aux autres, notamment, dans le cadre de la formation continue interne», confie à *ZDNet* le colonel Nicolas Geraud, membre de la sous-direction des télécommunications et de l'informatique.

Ces experts ont bénéficié d'une semaine de formation auprès de deux petites sociétés de services informatiques. Les autres gendarmes reçoivent quant à eux une demi-journée d'apprentissage interne par module OpenOffice (traitement de texte, tableur ...). «Il n'y a pas de grande différence avec Office», commente un des représentants de la gendarmerie.

D'autres applications requièrent une formation plus poussée, précise-t-on chez Linagora et Alcôve. Il faudra ainsi cinq jours pour initier un administrateur sur les fondements des OS Linux. Une

semaine supplémentaire sera nécessaire pour appréhender la sécurité des réseaux, les bases de données ou le développement web. Côté prix, il faut compter environ 700 euros en moyenne pour une journée de formation par stagiaire. La semaine se négocie entre 2.000 et 3.000 euros.

Aujourd'hui le gros de la demande en formation émanerait du secteur public. «Deux tiers de nos demandes de formations proviennent des administrations qui ont, d'une manière générale, une longueur d'avance sur le privé en matière d'adoption des logiciels libres», assure-t-on chez Linagora. La SSLL cite notamment des formations à destination du ministère de l'Équipement ou de la Défense.

Enfin, chez Ares, une société de services informatiques présente sur le marché du libre et du propriétaire, on rappelle que: «Ce n'est pas le libre qui engendre ces coûts de migration mais le passage d'une solution à une autre; il en est de même des applications propriétaires», commente Thomas Poupon, ingénieur commercial.

(*) SSLL signifie Société de Services en Logiciels Libres

Solutions Linux, Paris 2005

École Polytechnique de Lausanne, Par Anne Possoz, le mardi 22 février 2005.

Le contexte

Comme chaque année a eu lieu la conférence Solutions Linux 2005 à Paris, la Défense. Cette manifestation regroupe à la fois des [conférences](#), des stands d'[acteurs économiques](#) autour du logiciel libre et le [village des associations](#).

La liste des acteurs présents montre l'intérêt croissant pour les logiciels libres et les solutions qu'ils permettent.

A l'entrée de la salle d'exposition on trouvait [Red Hat](#), Linagora, une SLL [1] française très active en ce moment, avec son volet [économique](#) et [communautaire](#), ainsi qu'[IBM](#) et ses partenaires locaux. Le nouvel acteur [Novell](#), qui a racheté l'an dernier SuSE et Evolution était aussi bien présent. Même [Microsoft](#) avait son stand, avec une plaquette qui reprend aujourd'hui (abusivement) le vocabulaire du libre [2].

Aussi présents : HP, Mysql, l'INRIA, Arkeia, Zope, AMD, Sun... ainsi que de nombreuses SLL, dont les premières toujours actives (Alcôve, Easter-Eggs, Idealx...)

Les éditeurs [O'Reilly](#) et [Eyrolles](#) présentaient un large choix de livres pour tout public, du geek au néophyte, de la programmation avancée à l'utilisation simple de OOo [3]

Parmi le village des associations, on retrouvait les produits phares : la fondation [Mozilla Europe](#) et son navigateur Firefox, la partie francophone d'[OpenOffice.org](#), [Gnome](#), [OpenSSH](#), [debian](#). Et aussi une foule d'associations tant nationales que locales, centrées sur les utilisateurs ou sur la promotion, au niveau public et privé.

Migrations concrètes

Bien que cette rencontre s'appelle *Solutions Linux*, GNU/Linux n'est plus le centre névralgique, cédant aujourd'hui le pas aux applications libres. Celles-ci sont d'ailleurs souvent aussi disponibles et utilisées sous Windows et Mac OSX.

Ainsi, **OpenOffice.org** occupait une place importante dans de nombreuses présentations. Parmi les cas concrets, citons celui des douanes françaises qui migrent totalement de MSOffice à OpenOffice.org (OOo) : 17'000 postes et 20'000 utilisateurs. Tout nouveau matériel a uniquement OOo. Les anciens postes ont les deux suites Office, jusqu'à épuisement de la licence MSOffice.

Cette décision a été motivée par la recommandation étatique (France) et les contraintes budgétaires. Outre les coûts de licences, ils mentionnent aussi les coûts cachés de gestion des licences. Enfin, les arguments concernant les formats de fichier ouverts et documentés, la portabilité du logiciel OOo (disponible pour Windows, Mac et Linux) et la pérennité des documents ont contribué au bien fondé de ce choix.

La migration a été préparée avec l'aide d'une société de service [4]. Pendant 6 mois, ils ont effectués une expérimentation avec un club d'utilisateurs. Une formation en cascade a été mise en place, ainsi que des didacticiels et un forum de discussions. Lors de la mise à disposition de OOo,

chacun.e a reçu un CD avec OOo et de la documentation afin de pouvoir aussi l'utiliser à la maison. En outre, ce CD contient les images, logos et autres modèles propres aux douanes françaises. Enfin, l'interface a été modifiée de façon à ajouter une icône qui permet de choisir le format de sauvegarde des documents, important pour gérer les dialogues avec les partenaires extérieurs. Petite cerise sur le gâteau, un petit chevalet d'aide-mémoire permet de modifier les réflexes.

Suite à cette expérience positive [5], la [gendarmerie](#) française a aussi décidé de passer à OpenOffice.org d'ici fin 2005, ceci concernant 70'000 postes de travail [6].

On peut aussi suivre la présentation de la Direction générale des impôts en France, par J-M Lapeyre : [Bilan du choix du logiciel libre au sein de l'Administration Fiscale, Orientations](#). Les axes majeurs de ce choix sont : maîtrise, pérennité, autonomie (« *Je ne veux pas que ce soient mes fournisseurs qui décident de la politique informatique de l'administration fiscale* »), normes et standards, modularité. L'administration fiscale a ainsi décidé d'adopter [JBoss](#) comme support de ses applications J2EE. Ce projet est d'importance puisqu'il concerne le système de télé-déclaration de l'impôt en France (34 millions de contribuables, 23 mille acteurs en interne, un millier de serveurs).

Les thèmes abordés

Outre la bureautique, on retrouve les présentations sur l'importance des [formats ouverts](#), les CMS (*Content management systems*), tels zope, spip ou plone, et l'importance croissante accordée aux outils collaboratifs, avec toujours diverses filières ouvertes, telles eGroupware (fork de phpGroupware mais sa fonctionnalité uniquement à travers l'interface web est considérée comme un point faible), openGroupware (qui se positionne comme une alternative à Lotus et Exchange), phpGroupware, Glow (initiative de OpenOffice, sous licence LGPL)... On y retrouve l'importance de l'interface web et d'utilisation depuis les outils mobiles. Une remarque peu anodine : « Bon nombre de solutions de groupware seront inadaptées à un besoin précis car trop complètes ou trop *monolithiques* ».

Les logiciels libres sont-ils de meilleure qualité suite au mode de développement coopératif ? Rix Groenboom, de Parasoft, a tenté de [répondre à cette question](#). Si à l'origine les logiciels libres et propriétaires sont de qualité équivalente, avec le temps les logiciels libres sont plus robustes et plus stables, pour ceux d'entre eux qui sont largement utilisés. Le paradigme de développement du logiciel libre interpelle. Faut-il publier en *Open Source* (comme Solaris vient de l'être) [7] ? Faut-il adopter le mode de développement du libre ? Cette réflexion est loin d'être terminée.

Diverses présentations abordent le thème du logiciel libre dans l'administration, française et européenne. Les administrations ont en effet encore beaucoup à faire dans le cadre de la révolution numérique. Elles intéressent donc particulièrement les fournisseurs de solutions.

D'autres exposés concernaient la sécurité (avec une journée spéciale sécurité, hors forfait), la lutte contre le spam [8], les ERP et les clusters.

Les sociétés de services

Outre les nombreux stands des grands (IBM, Novell, Red Hat), j'ai retrouvé les premières SSSL françaises : [Alcôve](#), [Easter Eggs](#) et sa fenêtre [communautaire](#), [Idealx](#)... En discutant avec ses représentants, on apprend qu'elles vivent plutôt de création de solution, dont le code est

généralement publiées en GPL, plutôt que de service. Les clients acceptent généralement bien que le code soit publié sous licence GNU GPL. Ce qu'ils apprécient, c'est d'avoir des solutions bien adaptées à leur besoin (au lieu de devoir adapter leurs besoins aux outils disponibles). Et les logiciels libres sont ici un bon choix car ils permettent de partir de briques existantes, limitant donc les coûts de développement à des valeurs réalistes. Et les avantages du libre déjà mentionnés sont bien entendu d'autres arguments de poids.

A noter que j'ai aussi découvert la société Linagora dont les budgets Communications & Marketing ne sont certainement pas négligeables. Mais elle travaille dans l'esprit du libre, ayant par exemple mis à disposition [toutes ses présentations](#) données lors de ces 3 jours.

Du côté des associations

Dans le village des associations, on retrouve des têtes connues, puis on fait connaissance *de visu* avec des internautes connus dans les listes de distribution.

A vrai dire, les stands de ces associations étaient sans cesse largement fréquentés. Les visiteurs étant de tous horizons, certains découvrent ce qu'est le libre alors que d'autres apportent des solutions. C'est ainsi que j'ai découvert [Un point c'est tout](#), projet de cartographie mondiale par et pour toutes et tous, développé par Michel Bondaz. Le projet, soutenu par l'[Adullact](#) est de construire, à l'aide de données GPS, la cartographie de la planète. Comme pour les **wikis**, les données sont entrés par la communauté et utilisées par celle-ci.

Ce fut aussi l'occasion de discuter avec Bernard Lang de la [licence Cecill](#), licence libre compatible avec la licence GNU GPL mais aussi avec le droit français. Elle a été élaborée par le CEA, le CNRS et l'INRIA. L'inconvénient de cette licence est qu'elle s'ajoute à une liste déjà trop longue. Bernard Lang reconnaît cet inconvénient mais me dit qu'elle résoud le problème légal de la France qui veut qu'une licence de logiciel produit en France soit en français et la licence GNU GPL n'a de valeur légale que dans sa langue d'origine, l'anglais. Il pense aussi que le bilan est positif car cette licence permet d'encourager les scientifiques à publier leurs logiciels sous cette licence libre.

Rencontre aussi avec Frederic Peters, auteur de [lasso](#) (*Liberty Alliance single sign on*) qui aurait plaisir à discuter avec Claude Lecommandeur de Lasso et [Tequila](#) pour une discussion entre experts.

Enfin, divers contacts (en vue d'une enquête) pour un étudiant de l'EPFL qui veut faire son projet STS sur l'économie des logiciels libres.

Pour ma part, j'ai participé en tant qu'exposante au stand de l'[April](#) (Association pour la promotion et la recherche en informatique libre), association très active depuis 1996 dans la défense des valeurs du libre, sous tous ses aspects. Elle intervient dans de nombreux débats au niveau politique et donne des conseils avisés aux services publics dans le cadre des formats ouverts.

En résumé

Participation de plus en plus importante de divers acteurs lors de ces journées annuelles. Les logiciels libres conquirent de plus en plus : standards et formats ouverts, inter-opérabilité, développement coopératif, qualité, fiabilité, réutilisabilité, adaptabilité.

[1] Société de Service en Logiciels Libres.

[2] *Microsoft soutient et favorise l'esprit d'entraide et le partage de la connaissance... Les communautés d'utilisateurs...*

[3] OOo : OpenOffice.org, la suite bureautique libre.

[4] StarXpert : starxpert.fr

[5] Certains sont encore très réticents, le changement ne plaisant pas à tous. Au total, après 12 mois, la moitié des personnes utilisent OOo au quotidien, 1/3 d'entre eux ayant reçu une formation. Lors d'un sondage, 61% des personnes estiment que OOo est facile à utiliser.

[6] [Présentation](#) de Nicolas Geraud, de la Gendarmerie nationale, lors de la conférence.

[7] A noter que Ingres a aussi été mise en [Open Source](#) l'été 2004.

[8] Voir par exemple la [présentation->

http://www.solutionslinux.fr/document_conferencier/420c8febc8099.pdf de Denis Ducamp

Dossier Open Source

2» L'ÉCOSYSTÈME SE STRUCTURE

Sociétés de services : le pragmatisme

Nées dans les années folles de la bulle Internet, les sociétés de services en logiciels libres ou SSSL ont souvent éclaté avec la bulle ; Les survivantes, aujourd'hui, sont peu nombreuses. Certaines ont muté, devenant davantage éditeur, même si elles tirent l'essentiel de leurs revenus des prestations de services. Le marché croissant, celles toujours présentes sur le marché du service sont désormais rejointes par les SSII traditionnelles. Concurrence, mais aussi collaboration entre les deux type de structures : Les SSSL sont devenues plus pragmatiques, moins idéalistes.

Les historiques

Les plus connues sont Linagora, Alcôve et IdealX. Bien que nées sur un modèle assez similaire, elles ont eu des parcours (et parfois des déboires) très différents. Dans cette catégorie figure également Nuxeo, qui s'est encore davantage spécialisée, et Aurora, qui, ayant connu quelques déboires, fait désormais partie du groupe Business& Décision.

Pour autant, ces sociétés ne forment pas un ensemble homogène, et leur discours est parfois très contradictoire. Petit tour d'horizon.

Alcôve

Laurent Marie, directeur général d'Alcôve se considère comme le pionnier, la société ayant été fondée en 1996. Revers de la médaille, reconnaît-il : "on a un peu essuyé les plâtres". Il explique que la société a dû faire un important travail de "sensibilisation"... peu lucratif. Il réfute la catégorie SSSL : " nous sommes une société de services en Informatique, qui rend service à ses clients avec des logiciels libres ". Alcôve a eu un parcours heurté, assez représentatif : elle a attiré de gros investisseurs, qui se sont désengagés fin 2001, avec la crise ; la société s'est donc brusquement vue dans l'obligation de vivre de ses recettes... problème de rentabilité, redressement judiciaire, suppression de postes...fin 2002 la société est rachetée par le groupe Génious, qui fédère un ensemble de sociétés de services informatiques dans des domaines très divers, de la vente de matériel au conseil. Alcôve a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 1,5 M€ environ, avec un effectif de 20 personnes, mais Laurent Marie souligne que l'appartenance à un groupe de 300 personnes permet à sa

société de se positionner sur des projets plus importants que sa seule taille ne lui permettrait pas.

Linagora

Elle a déposé le nom "SS2L" et est aujourd'hui l'une des plus importantes sociétés de services en logiciels libres, avec quelque 46 consultants et un chiffre d'affaires de 2,7 M€ en 2004. Elle prévoit en 2005 un chiffre d'affaires de 4,5 M€, et de doubler son effectif.



Alexandre Zapolsky

Alexandre Zapolsky, son fondateur et directeur général très engagé, explique la croissance permanente de sa société -chiffre d'affaires doublé chaque année- et sa bonne santé financière, même pendant les années de crise - Linagora a toujours été bénéficiaire- par le fait qu'il n'a pas eu recours au capital risque pour se développer et s'est focalisé sur son business à l'époque ou d'autres " couraient chez leurs avocats d'affaires pour boucler leur tour de table ". " Client first " est sa devise ; "Nous avons passé notre temps à comprendre les besoins de nos clients et travailler sur nos offres " : conseil, services, assistance, formation. Aujourd'hui, Linagora a huit " centres de compétences " qui couvrent le cycle de vie d'un projet indique-t-il. Il justifie son succès par " un peu de chance, certainement, et beaucoup d'heures sup ". Il revendique, outre un savoir faire métier, un réel savoir faire en

terme de gestion de projet, nécessaire lorsque, par exemple, il s'agit d'un projet de groupware, visant à déployer un agenda partagé auprès de 56 000 agents du ministère de l'Équipement.

Ses clients ? Encore majoritairement le secteur public (à 65%), notamment les grands ministères. Linagora intervient en direct sur les projets compris entre 100 000 et 500 000 euros, et en co-traitance avec les SSII pour des projets plus importants. Elle a développé des relations privilégiées avec Capgemini, avec qui elle vient de signer un accord pour créer une offre commune de support et de maintenance. Objectif, indique Alexandre Zapolsky : promouvoir un modèle de tierce maintenance en logiciels libres (TMLL).

Elle intervient également sur des projets avec Accenture ou Steria, mais Capgemini demeure l'intégrateur privilégié et préféré, Alexandre Zapolsky étant très admiratif du modèle Capgemini.

IdealX

Ne l'appellez plus SSSL ! Ayant fait partie des pionnières en 2000, IdealX se positionne aujourd'hui comme " éditeur intégrateur de solutions ", indique Olivier Guilbert, son P-DG, qui a remplacé à ce poste l'un des fondateurs. Ayant été créé en 2000 sur le métier de l'ingénierie Open Source, IdealX a commencé à travailler avec les fournisseurs d'accès Internet et les start-up. Conséquence de ce positionnement : la société s'est écroulée en 2001. Avec une nouvelle équipe, mais toujours autour de Nat..., elle s'est repositionnée sur les domaines de l'infrastructure et de la sécurité et compte aujourd'hui 60 personnes, avec un plan de développement ambitieux, qui passe notam-

ment par un développement à l'international et le doublement de l'équipe d'ici mi-2006, indique Olivier Guilbert. Selon lui, beaucoup de SSLL sont "trop dogmatiques" et alors que la mixité entre Open Source et logiciels propriétaires devient presque naturelle, il revendique savoir intégrer Oracle, Patrol, Frontpage ou Tivoli en plus d'Apache et de Linux.

IdeaIX prévoyait de réaliser en 2004 un chiffre d'affaires de 9 M€, dont 2/3 dans le secteur privé, une proportion qui s'est inversée par rapport à l'année précédente. La moitié de son activité a été réalisée avec de nouveaux clients, preuve s'il en est, de la vitalité du marché et de la réelle percée de l'Open source auprès des grands comptes.

Nuxeo

Comme ideaIX, Nuxeo se positionne comme éditeur, tirant l'intégralité de ses revenus des prestations de services. Créé fin 2000, Nuxeo s'est spécialisée dès l'origine sur un segment de l'Open Source, les applications de travail collaboratif développées au dessus de la plate-forme Zope, explique Stéphane Fermigier, directeur général de la société. "En tant que prestataire de services nous nous sommes rendus compte que les besoins qui nous étaient demandés étaient toujours les mêmes, auxquels ne répondait pas l'offre existante Open Source. Notre approche a donc été de créer un nouveau logiciel, ajouté au vivier Open Source : un écosystème de composants permettant de réaliser les applications demandées. C'est ainsi qu'est né Collaborative Portal server". Cette évolution a été progressive : elle s'est faite sur quatre ans.



Stéphane Fermigier

Nuxeo travaille avec quelques grandes SSII, Unilog, Capgemini et Steria et réalise en sous-traitance la moitié de son chiffre d'affaires. Celui-ci était de 1,2 M€ en 2004, dont 75% réalisé sur des prestations de développement spécifique, 20% en assistance, support et formation et 5% en hébergement. L'effectif est actuellement de 20 personnes, et devrait passer à 30 en 2005.

La deuxième génération Open Wide

Programmez a récemment publié un "portrait" de cette spin-off de Thales spécialisée dans le libre. "Les pionniers du logiciel libre étaient très positionnés sur les start-up et les fournis-



Patrick Bénichou

seurs d'accès", gros utilisateurs de l'Open Source", rappelle Patrick Bénichou, P-DG d'Open Wide. Ces SSII étaient, a contrario, très peu présentes chez les grands comptes et dans les administrations. Open Wide avait donc, dès sa création fin 2001, décidé de se positionner différemment, un positionnement découlant également de l'origine grand compte de son P-DG, issu du groupe Thalès, actionnaire d'Open Wide... Il rappelle que l'évangélisation concernant le libre restait à faire, mais que des signaux importants avaient été lancés, notamment par IBM.

Les SSII traditionnelles en embuscade

Après avoir longtemps observé le phénomène du libre avec méfiance, les SSII traditionnelles investissent de façon massive sur le secteur. Pour plusieurs raisons : un marché du libre en croissance, surtout dans le secteur public, un secteur très courtisé par les SSII actuellement, car réalisant encore d'importants investissements informatiques, la maturité des technologies, l'engagement de certains grands éditeurs sur le sujet, etc. Certains dirigeants des SSII leur reprochent de s'investir dans le libre, surtout au niveau marketing... "la réalité business derrière est quasi inexistante", souligne ainsi Alexandre Zapolsky.

Les plus actives parmi les grandes sont aujourd'hui, Capgemini, en particulier autour de Zope, Atos Origin, Ibm Global Services, Hp Services, Unilog et Euriware. Hp revendique dans le monde, 6500 professionnels formés à Linux, qui accompagnent des migrations, ou assurent des prestations de consulting. En France 50% de l'effectif d'Hp service est formé à Linux et la société compte une centaine d'experts capables d'intervenir sur des projets Open Source.

CS Communication & Systèmes a également beaucoup investi sur le sujet, et a même fait le choix en interne de basculer ses postes de travail sous Linux. Parmi les SSII de taille moyenne, 500 personnes environ, Homsys group, Aston et SQLi sont également très présentes sur le sujet. Présent sur Solutions Linux, Euriware a fait de l'Open Source un des axes de son offre explique Christophe Le Cannelier, senior consultant Open Source et sécurité. Il explique le retard pris par les grandes SSII sur l'Open Source, par le manque de crédibilité de l'offre auprès des dirigeants de grandes SSII jusqu'à la concrétisation de grands projets dans le secteur public.

Qui sont les clients ?

Le secteur public a été largement précurseur. Les SSII historiques réalisent encore souvent l'essentiel de leur chiffre d'affaires auprès du secteur public, et notamment des ministères. Toutes soulignent néanmoins la percée du libre dans le privé depuis deux ans. Exception : Alcove, qui, du fait de ses difficultés financières a vu s'éloigner ses grands donneurs d'ordres publics et a réalisé en 2004 plus de 90% de son chiffre d'affaires dans le secteur privé, et Open Wide, qui est né dans l'écosystème privé. Tant ideaIX que Linagora soulignent que la répartition public privé tend à s'inverser. Les grands comptes du privé lancent des projets en technologies Open Source... et pour une fois s'inspirent de l'avance du public en ce domaine.

Linagora relève que les grands types de projets impliquant du libre sont autour de l'infrastructure, et notamment de la sécurité, du travail collaboratif et des annuaires et gestion des identités. Aujourd'hui, selon Christophe Le Cannelier, le libre "a pris naturellement sa place dans l'écosystème de développement. C'est un composant presque comme les autres que l'on utilise dans les projets." Il constate aujourd'hui une "banalisation de l'offre Open Source" et note une "vraie curiosité des clients, sur des sujets comme les bases de données, les serveurs d'applications et même l'ERP.

Chez Open Wide, Patrick Bénichou dresse une typologie de client suivant les projets, les interlocuteurs étant différents au sein de l'entreprise en fonction du type d'application. La société compte parmi ses clients une majorité de grands comptes, dans le secteur industriel (EADS telecom, Thales) et des PME. Sur la par-

2» L'ÉCOSYSTÈME SE STRUCTURE

tie urbanisation des SI, elle s'est spécialisée sur le développement ou la refonte d'applications métiers dans l'environnement Java/J2EE et met en avant ses compétences en matière de middleware. Ce qui intéresse les DSI du secteur tertiaire, comme l'assurance, et le secteur public, comme l'Urssaf. Enfin, côté portail, Open Wide a choisi Java et Php, mais n'a pas souhaité investir sur Zope. Dans ce dernier domaine, elle s'adresse bien sûr aux DSI, mais également aux directions des achats, de la communication et des ressources humaines.

Quelle position face à la communauté ?

Elle varie. Les SSSL ont développé dans leur majorité des liens forts avec la communauté du libre. IdealX est particulièrement actif autour de Samba. Laurent Marie, chez Alcôve, souligne que tous ses collaborateurs sont membres de la communauté. Une approche plus difficile pour les SSII traditionnelles, peu enclines au partage bien sûr et pour qui un ingénieur est d'abord " facturable ", ce qui lui laisse peu de temps à consacrer à la communauté. Pour Alexandre Zapolsky, c'est la limite de l'engagement des SSII sur le Libre : " Le partenariat

SSII-SSLL fonctionne bien, nous avons besoin d'eux sur les grands projets, mais ils ne seront jamais en mesure de créer une relation avec la communauté. La logique du logiciel libre n'est pas seulement de partager le code ".

Des alliances inévitables ?

Face à la progression du marché des services liés aux logiciels libres, +40% en 2004, +50% en 2005 selon une étude de Pierre Audoin Consultants, les SSSL ne suffisent pas pour répondre à la demande. Deuxième phénomène, rendant inévitable la collaboration entre SSSL et SSII : l'augmentation du montant des projets : une SSSL réalisant un chiffre d'affaires de quelques M€ (au mieux) ne peut s'engager seule sur un projet de plusieurs millions d'euros. Quelles que soient les assurances qu'elle donne sur la bonne fin du projet, admet Alexandre Zapolsky. A fortiori, sur un projet de 10 M€, comme l'on commence à en voir, et pas seulement dans le secteur public indique Olivier Guilbert.

Les spécialistes du libre n'ont souvent donc ni l'assise financière, ni les ressources suffisantes, en termes de compétences, pour s'all-

igner sur de tels projets; elles n'en ressentent d'ailleurs pas la nécessité. Patrick Bénichou chez Open Wide préfère ainsi sous-traiter en régie la partie du développement plus " banalisée ". " Les grands intégrateurs nous permettent d'adresser des gros projets de plusieurs centaines de milliers d'euros ", ajoute Stéphane Fermigier chez Nuxeo. Olivier Guilbert chez IdealX observe que " tous les grands intégrateurs de la place viennent nous voir. Ils ont besoin de solutions comme les nôtres ". Cette collaboration peut parfois déboucher sur un rapprochement capitalistique, mais les spécialistes du libre tiennent souvent à leur indépendance " nous ne sommes pas à vendre " affirme ainsi Olivier Guilbert.

Plus qu'un mal nécessaire, Alexandre Zapolsky voit dans cette collaboration une source d'enrichissement mutuel : un transfert de compétence technique de la SSSL vers la SSII, qui en retour s'inspire de l'organisation, des méthodes et process de ses (glorieuses ?) aînées.

■ Carole Pitras

Le linuxien : électron libre ?

Le spécialiste du libre serait-il plus ingérable que ses petits camarades développeurs ? Même si les compétences Open Source tendent à se diffuser, l'approche " libre " se heurte parfois aux processus des directions des systèmes d'information. Alors des linuxiens d'accord, ils sont techniquement très pointus... mais à condition de leur inculquer quelques notions comme " qualité " " application documentée " et quelques autres...

Dans un réjouissant petit ouvrage paru l'été dernier, un DSI, sous pseudo dresse un constat hilarant et édifiant de l'informatique d'une entreprise et donne quelques conseils pratiques et pertinents pour survivre dans cet univers hostile entre P-DG, directeur administratif et financier, utilisateurs, fournisseurs... et développeurs. Un chapitre est intitulé : " j'ai adopté un linuxien ! ". Morceaux choisis.

Contexte : le DSI, Olivier Séhlaud, surnommé OS (remarquez le double jeu de mot...) ayant " craqué " pour Linux comprend vite les limites de l'outil " enfin libre de bidouiller le code source pour le transformer à ma guise, m'avait-on assuré (...) Enfin libre de se " démerder " tout seul serait plus juste : la première société de services que j'ai consultée m'a annoncé des prix astronomiques pour faire l'intégration de Linux dans mon système d'information : presque aussi cher que des consultants en stratégie pour bidouiller du code "

Solution : " j'ai préféré recruter un développeur Linux pour faire le boulot. Question look, c'est identique à un soixante-huitard attardé ; question tarif, c'est plus avantageux qu'un ingénieur de SSII. On leur

fait le coup du système d'information " communautaire-libéré-contre-le-méchant-Microsoft-où-les-chevelus-comme-lui-peuvent-s'écarter-à-donc " et il signe tout de suite contre une rémunération plus que raisonnable".

Premier écueil : l'intégration dans une équipe d'informaticiens " des certifiés Microsoft-Cisco-Novell, avec leurs vaccinations Windows à jour ".

Séduit au départ " enfin un qui ne rechigne pas à la tâche ", OS déchant rapidement " il ne pouvait s'empêcher de mettre son grain de sel dans tout ce qui était produit par le service études ". Avec un respect très aléatoire du cahier des charges, sous couvert de gratuité : " il avait déjà sévi dans les premiers développements d'une application pour le service marketing, en intégrant des briques télé-chargées on ne sait où, sans documentation ". Faute de pouvoir s'en débarrasser comme il le souhaitait, le DSI va donc " adopter " le linuxien. Conclusion " Le soir même, je me précipitai à la librairie la plus proche pour acquérir le dernier traité sur la psychologie animale, histoire de me familiariser avec les techniques de domestication ".

DSI.Con - l'informatique m'a tué. Editions 2020, 14,5 euros, en vente sur fnac.com, alapage.fr, editions2020.com

■ C. P.



Adytone filtre ouvertement les emails

Décision Informatique - Par Julie De Meslon - 7 mars 2005,

SÉCURITÉ]

La SSSL Alcôve commercialise un boîtier de filtrage de mails et de contenus Web. Le tout à base de logiciels open source.

Après une longue période de vaches maigres, la SSLL Alcôve tente de se refaire une santé en misant notamment sur la commercialisation de solutions packagées. Ainsi, la société vient de mettre en boîte un cocktail de logiciels libres pour proposer aux PME une solution de filtrage clés en main.

Les ingrédients n'ont pas été choisis au hasard puisque Adytone rassemble des composants couramment associés par les férus d' *open source* pour bâtir leur propre système de filtrage : SpamAssassin pour l'anti-pourriel, ClamAV pour l'antivirus (mails et Web), Postfix (ou Exim) pour le transport des mails, et Squid pour le proxy.

Des règles durcies

« Ces composants sont assez hétérogènes, souligne Benjamin Drieu, responsable technique d'Alcôve. Nous avons rationalisé l'ensemble, préconfiguré et durci certaines règles, en particulier celles concernant l'antipourriel. » Les filtres bayésiens de Spam-Assassin ont notamment été pré-remplis afin d'accélérer l'apprentissage de l'outil.

Réputé pour son efficacité, ClamAV est, quant à lui, parfois taxé de lenteur. Celle-ci peut être ressentie, par exemple, lors d'une navigation web : un défaut jugé minime par la SSSL, compte tenu des qualités du logiciel.

En revanche, Alcôve ne s'est pas évertuée à développer une interface d'administration centrale, le but étant de livrer du Plug and Play ; la SSSL se charge des mises à jour (base antivirale et logiciels) à distance. Installée sur un serveur xSeries ou sur un Mini-ITX, Adytone se place en DMZ. Le filtrage est effectué au niveau applicatif, un coupe-feu réseau reste donc indispensable.

Caractéristiques

Adytone d'Alcôve: solution matérielle de filtrage d'e-mails et de contenu web. Antipourriel SpamAssassin, ClamAV (antivirus, vers et chevaux de Troie), proxy Squid.

Prix : 3 000 € HT service compris, de 1 à 250 utilisateurs.

Principaux concurrents

Les boîtiers de sécurité à base *open source* couvrent généralement un spectre plus large (coupe-feu, RPV, antivirus, IDS...).

Le logiciel libre étend son emprise dans tous les domaines

01 Réseaux- Par Thierry Jacquot, Mars 2005,

Les grandes administrations et certaines entreprises en viennent à déployer les logiciels open source dans le cadre de projets importants. Cela tient à une plus grande maturité, mais aussi à une meilleure évaluation des écueils de ces déploiements, en termes de veille technologique, d'intégration, de développement, de conduite du changement et de maintenance.

Les déploiements de logiciels *open source* de grande envergure deviennent réalité. En la matière, les grandes administrations d'État, épaulées par l'Agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE), jouent un rôle de locomotive. Beaucoup se sont lancées dans des projets éminemment visibles, les amenant à s'équiper de la suite OpenOffice et à normaliser leurs flux documentaires autour de XML et des formats PDF et SXW. Des déploiements portant sur des dizaines de milliers de postes se poursuivent dans les ministères de l'Intérieur, de l'Équipement et des Finances. Ces administrations viennent cependant de se faire souffler la vedette par la gendarmerie nationale. Après avoir déployé en 2004 de vingt à trente mille postes OpenOffice, les gendarmes ont décidé, en décembre dernier, de généraliser OpenOffice à ses soixante-dix mille postes de travail. Ces investissements dans le monde des logiciels *open source* ont valeur d'exemple. Non seulement par l'envergure des déploiements, mais aussi parce qu'ils s'inscrivent dans des stratégies pragmatiques de modernisation des systèmes d'information. Ils montrent qu'on peut recourir aux logiciels libres pour répondre tout à la fois à des objectifs de réduction de coûts, d'amélioration, de normalisation et de reprise de contrôle des évolutions des systèmes d'information.

Du coût d'acquisition au coût de possession

La perception des logiciels libres a bien changé depuis 2000. Notamment parce qu'on a appris à moins se focaliser sur le faible coût d'acquisition des logiciels et à raisonner davantage en termes de coût de possession. Le coût total de possession du « *libre* » serait ainsi « *de 40 à 50 % moins cher que ce que coûterait une solution commerciale* », commente Laurent Marie, directeur de la société de services Alcôve.

Il n'en demeure pas moins que les facteurs qui déclenchent le passage au libre ne sont pas que financiers. On peut s'y intéresser tout simplement parce que l'offre de logiciel propriétaire ne répond pas aux besoins. La Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC) a ainsi mis en service, en 2004, un portail de services applicatifs proposé en mode ASP aux cabinets d'experts comptables. Pour ces services, elle a retenu une solution *open source* proposée par Unilog, non seulement parce que son ancien site web sur serveur Microsoft IIS avait atteint ses limites, mais aussi parce qu'aucune solution progicielle adaptée n'était alors disponible sur le marché. Les critères financiers ne sont cependant jamais très loin, notamment lorsqu'on souhaite monter en version.

Sur ce point, les éditeurs commerciaux ne se montrent pas toujours des plus compétitifs. City-vox, société qui propose un site d'informations urbaines, en est venu à opter pour le libre après avoir fait l'expérience du mauvais côté du propriétaire. Ayant à l'origine développé une plate-forme de service

de contenu en Vignette-Oracle-Sun, il a été confronté, en 2002, à une forte augmentation de la fréquentation. « *Entre mars 2003 et mars 2004, nous sommes passés de trois cent mille à 1,2 million de visites mensuelles* » , se remémore Bertrand Bigay, fondateur de Cityvox. Cela a eu pour effet de dégrader les performances. « *Le nombre de pages lues par visite avait beaucoup baissé, car les gens s'en allaient du site. Il fallait faire évoluer ce dernier, ce qui posait problème, car nous aurions eu à changer de version progicielle, à redévelopper toute une application et à accepter une forte augmentation de nos coûts de licences et de mises à jour des serveurs* » ,poursuit-il. Après être entré en contact avec Open Wide, Cityvox a opté pour le déploiement d'une plate-forme de gestion de contenu à base de technologies PHP et PostgreSQL tournant sur serveurs Linux.

Faire preuve de rigueur est indispensable

Si le recours au libre permet d'optimiser les coûts d'évolution d'un système d'information (SI), cela ne dispense pas les équipes informatiques de faire preuve de rigueur. D'autant que la démarche méthodologique n'est pas sans particularisme. « *Le recours au logiciel libre requiert une importante veille technologique, explique Patrick Bénichou, p-dg d'Open Wide. Dans ce monde mouvant, il est impératif de savoir ce qu'on va pouvoir préconiser. Cela demande de bien connaître les communautés open source et de suivre leurs projets. Il faut, par ailleurs, savoir évaluer les composants disponibles par rapport aux attentes fonctionnelles et raisonner en termes d'architecture. L'open source arrive dans des environnements hétérogènes. Il faut s'intéresser à la façon dont il va s'intégrer et fonctionner avec l'existant.* » A-t-on, par exemple, la certitude que la suite Open-Office s'intégrera aisément aux progiciels métiers conçus pour s'interfacier avec Microsoft Office ? Est-on sûr de disposer des bons connecteurs logiciels pour OpenLDAP ? Les écueils potentiels ne manquent pas. Il faut donc circonscrire précisément le périmètre du projet *open source* et s'assurer de la pertinence des choix technologiques. Cela peut conduire à mettre en oeuvre des solutions mixtes, mariant composants propriétaires et libres. « *Les choix open source ne sont pas forcément les plus valides, note Laurent Marie. Il est important d'étudier ce qui pourrait être avantageusement remplacé par du logiciel libre. Il s'avère quelquefois que, pour des contraintes fonctionnelles ou techniques, le choix du libre n'est pas envisageable. On reproche à Microsoft d'avoir fait main basse sur le système d'exploitation (ou OS), il ne faudrait pas être amené à en dire autant de Linux.* » Reste que Linux ayant beaucoup gagné en maturité, on n'hésite plus à en faire usage pour le déploiement de progiciels propriétaires. À l'inverse, des projets *open source* peuvent être conduits sur des OS propriétaires.

C'est le cas des chantiers Open-Office. Rares, il est vrai, sont les entreprises, administrations ou organisations à prendre le risque d'un déploiement à grande échelle de Linux sur leurs postes de travail. Et si l'on cite souvent la ville de Munich, Paris a, lui, reculé sur cette question qui l'aurait entraîné dans une coûteuse mise à jour du parc micro.

L'open source couvre de plus en plus de domaines

Quant à la gendarmerie nationale, bien que ses serveurs intranet et web soient sous Linux et qu'elle standardise ses outils procéduraux sur OpenOffice, elle ne passe pas encore au tout-Linux. « *Nos postes de travail restent sous Windows, confirme le colonel Nicolas Géraud, de la gendarmerie nationale. Nous n'avons pas pris la décision de les basculer sous Linux, mais nous ne l'excluons pas à l'avenir, puisque nos outils bureautiques seront portables.* » En dépit de ces réserves, il est

indéniable que le catalogue de solutions *open source* s'est étoffé ces dernières années, au point que les projets commencent à gagner en envergure. Linux et le libre ont fait depuis longtemps leur preuve dans le domaine de la communication et de l'informatique embarquée. On y recourt de plus en plus aussi dans les projets d'infrastructure. Des briques techniques, tels l'annuaire Open-LDAP et les SGBD *open source*, sont ainsi adaptées aux projets de moyenne envergure. La sécurité est aussi devenue un important champ d'application du libre, comme on l'explique chez Alcôve : « *Les logiciels libres bénéficient d'un grand niveau de réactivité. Dès qu'une faille de sécurité est détectée, elle est presque immédiatement traitée.* » Le logiciel libre avance aussi sur des terrains plus fonctionnels, notamment celui de la gestion de la connaissance et du contenu. La plate-forme applicative de la CNCC, pour en revenir à elle, a été développée sur la base du serveur Zope et du gestionnaire de contenu Nuxeo CPS.

Il est un autre domaine qui a été fortement « *chamboulé* » par l'effervescence du libre : celui du développement de logiciel. Non seulement parce que les outils ont gagné en professionnalisme, mais aussi parce que deux langages, Java et PHP, ont été largement adoptés par la communauté *open source*. Beaucoup de choses ont été écrites sur le contrôle qu'exerce Sun Micro-systems sur le devenir de Java et sur le fait que Java devrait ou non être licencié en mode GPL (*General public license*, ou licence publique générale). Java n'est pas une technologie libre, dans la mesure où ce langage est régi par une licence de type SCSL (*Sun community source license*) qui ne permet pas d'en modifier le code sans avoir l'approbation de Sun. Sans entrer dans un débat byzantin, contentons-nous de constater que le statut actuel de Java garantit la stabilité du langage, ce dont ne devraient pas avoir à se plaindre les grandes institutions et entreprises. D'autant que cette « *ouverture sous contrôle* » ne semble pas gêner la pénétration du langage.

Java, favorisé par les serveurs libres J2EE

Les statistiques du portail sourceforge.net montrent ainsi que le nombre de projets ayant recours à Java croît régulièrement. Au point que 17,5 % des projets référencés par SourceForge sont développés en Java, contre 17,9 et 18,5 % pour les projets réalisés respectivement en C et C++, deux langages qui connaissent un déclin relatif.

La pénétration croissante de Java dans les environnements *open source* d'entreprise est, certes, favorisée par l'apparition de serveurs d'applications libres estampillés J2EE tels que JBoss et par la mise dans le domaine public d'environnements de développement intégrés, poussés par IBM (Eclipse) et Sun (NetBeans). Doit-on pour autant se sentir obligé de se tourner vers Java ? « *Assurément non*, objecte Laurent Marie. *L'engouement pour Java ne se justifie pas toujours, bien que les entreprises tendent à le privilégier au détriment de PHP, car elles ont l'impression que Java donnera de l'ampleur à leurs projets.* » Les développements Java sont plus onéreux et complexes, alors que PHP, dont la version 5 apporte des extensions orientées objets, fait souvent l'affaire. Après tout, PHP est employé dans presque 13 % des projets référencés par SourceForge. Il n'y a donc rien d'irrationnel à le retenir pour des projets applicatifs importants. Sur les conseils d'Open Wide, Cityvox avait ainsi misé sur du développement PHP orienté objets pour redévelopper son *back-office* rédactionnel.

Attention à l'engouement autour de Java !

Java ou PHP, il convient cependant de bien mesurer les risques qu'on prend à vouloir miser sur ces technologies pour moderniser son SI. D'abord, parce que ces langages demandent d'acquérir un minimum de culture de développement orienté objets, ce dont on convient volontiers chez Cityvox : « *Nos développeurs étaient rompus à PHP. Pourtant, le passage aux concepts de l'orienté objets*

*nous a occasionné un mois de flottement, durant lequel nous nous sommes formés et fait assister par Open Wide. » Mais, plus fondamentalement, ce type de projet *open source* remet le développement sur le devant de la scène, alors que pendant des années on a énormément investi sur le progiciel propriétaire, de façon, justement, à se libérer des travers du développement spécifique. N'y a-t-il pas là les germes d'un nouveau dérapage ? C'est là qu'il faut bien exploiter les particularités du monde *open source*. « On doit considérer le libre comme un moyen de réutiliser les développements et de mutualiser les coûts de développement, rappelle Laurent Marie. D'où l'importance de s'assurer que le logiciel libre disponible correspond aux besoins. S'il s'agit de l'adapter un peu, cela ne pose pas problème. Mais il est hors de question de repartir à zéro. »*

Entre le développement spécifique et le paramétrage de progiciel, il y a donc une troisième voie à trouver. Pour Patrick Bénichou, la démarche idéale serait de « *penser ses applications de façon modulaire, en s'appuyant sur les modules open source pré-existants et en ne développant qu'une faible partie de l'application. Cela, tout en veillant à ne pas dénaturer la solution open source employée* ». Éventuellement, on peut recycler ses propres développements en *open source*, si tant est que ceux-ci soient susceptibles de retenir l'attention d'autres utilisateurs et développeurs. C'est grâce à la mise en pratique ce genre de principes qu'est en train d'émerger toute une offre de PGI distribués sous GPL, tel le progiciel ERP5, de Nexedi.

Si vous êtes pressé...

Le **périmètre de mise en œuvre des logiciels libres** était, il y a peu, restreint. Mais la multiplication des solutions disponibles et leur plus grande sophistication font qu'il devient possible de les mettre en place dans des projets plus complexes, touchant aux infrastructures informatiques, mais aussi aux applications bureautiques et métiers.

Cette **pénétration croissante du « libre » en entreprise** se traduit pas nécessairement par un déploiement systématique de Linux. Elle pose des problèmes spécifiques de veille technologique, d'intégration avec l'existant, de choix de modèles de développement et de collaboration avec les communautés du logiciel libre.

Même si le **critère économique** entre en compte, les organisations ont appris à ne pas se focaliser sur ce point, mais à raisonner davantage en termes de coût total de possession de ces solutions logicielles.

Des logiciels dits open source, pas forcément libres ni gratuits

Bien que le logiciel « *libre* » soit peu onéreux, cette « *liberté* » n'a rien à voir avec une question de prix. La définition du logiciel libre de la Free Software Foundation (FSF) est très stricte. Elle n'est pas équivalente à la notion, plus pragmatique, d' *open source* défendue par l'Open Software Initiative (OSI). Un logiciel ne sera qualifié de libre que s'il satisfait à quatre conditions de liberté, relatives à l'exécution du code, à l'accès, à l'amélioration et à la redistribution du code source. Quant à la notion d' *open source*, elle repose sur dix règles encadrant les droits et devoirs des usagers du code. Dans la pratique, on confond ces deux notions. D'autant que les programmes disponibles sont régis par des licences plus ou moins libres, voire plus ou moins *open source*.

Un logiciel PGI métier géré par une communauté open source

Une nouvelle génération d'applications naît de développements spécifiques mis à disposition en *open source*. Le progiciel ERP5 a ainsi été développé avec les technologies Zope et Python par la société Nexedi, sur la base des spécifications fonctionnelles définies par son premier client, Coramy, une entreprise du secteur textile qui avait décidé d'investir sur ce développement *open source*. Après avoir été déployé chez Coramy en 2003, ERP5 est désormais distribué sous licence GPL par Nexedi, à charge pour une communauté ERP5 (erp5.org) de veiller à sa destinée. Loin d'être altruiste, ce type de démarche d'ouverture aux communautés *open source* pourrait se révéler bénéfique pour des entreprises souhaitant mutualiser les coûts de maintenance et d'évolution de leurs progiciels métiers.

Clear Channel virtualise son infrastructure

01 Réseaux – Mars 2005

L'afficheur passe une partie importante de sa production sous VMware ESX. Avec six fois moins de serveurs, le système d'information a gagné en flexibilité et en sécurité.

Clear Channel France, qui compte 1 850 employés répartis sur cinquante agences, a conduit un projet de consolidation et de sécurisation de son système d'information en s'appuyant sur VMware. « *Nous avons consolidé trente serveurs sur cinq serveurs HP ProLiant biXeon sous VMware ESX* » , commente Bruno Kerouanton, responsable sécurité et nouvelles technologies de Clear Channel. Y figurent les serveurs d'infrastructures (LDAP, proxy , DNS etc.), mais aussi la messagerie, le gestionnaire de paie et l'application métier de transfert de vidéo sur les panneaux d'affichage. « *Aujourd'hui, toute notre production, excepté nos grandes bases de données, tourne sur nos machines VMware* » Pour garantir la sécurité de l'infrastructure, cinq autres serveurs ESX ont été déployés sur un site secondaire, situé à 800 m. « *Nous n'avons pas retenu la solution VMotion de VMware, car elle nécessite d'avoir un SAN sur chaque site, ce qui ne répondait pas à nos impératifs techniques et budgétaires* » .

Clear Channel s'est appuyé sur des intégrateurs, dont NSO Network Solutions, qui a constitué un *backbone* de deux liens à 100 Mbit/s, et Alcove, qui a développé des scripts pour optimiser la sauvegarde à chaud des machines virtuelles entre les deux sites. Bruno Kerouanton avoue que, par rapport à VMotion, il y a quelques différences. « *Lors des transferts il y a une coupure de service de deux à trois secondes, contre une seconde pour VMotion. De plus, nos machines virtuelles sauvegardées sur l'autre site se retrouvent éteintes, alors qu'avec VMotion elles sont immédiatement opérationnelles.* » Bruno Kerouanton se déclare quand même très satisfait de VMware : « *Le ROI est flagrant ; nous avons pu résilier des contrats de maintenance et économiser en licences logicielles. Enfin, nous avons gagné en coûts d'administration, et nous avons désormais une infrastructure réellement flexible.* »

Le projet Debian est-il en crise?

ZDNet France - Par [Christophe Guillemin](#), Lundi 21 mars 2005

Technologie - La communauté de développeurs du système d'exploitation libre n'a pas publié de nouvelle version stable depuis deux ans et demi et accumule les retards. Résultat, l'OS Debian devient obsolète et perd des utilisateurs.

Depuis le lancement de la version 3.0 (le 19 juillet 2002) du système d'exploitation libre Debian, seules des versions de développement ont été mises à disposition, avec de nombreuses mises à jour.

«Cela commence à nous poser de gros problèmes», explique à *ZDNet* Benjamin Drieu, consultant chez Alcôve et développeur Debian. Cette société française de services en logiciels libres (SSLL) réalise la plus grande part de son activité avec cet OS libre. «Nous perdons des utilisateurs car Debian devient obsolète en terme de reconnaissance de matériel et de fonctionnalités», poursuit-il.

Pour y remédier, Alcôve développe ses propres versions stables de Debian. «Mais nous ne profitons plus alors du support technique du reste de la communauté, ce qui n'est pas l'idéal», déplore Benjamin Drieu.

La prochaine version de l'OS libre, nom de code "Sarge", qui était prévue à la fin 2004 n'est toujours pas terminée. Si elle voit le jour d'ici à l'été, elle aura donc demandé près de trois ans de développement. À titre de comparaison, Red Hat ou Mandrakesoft publient des nouvelles versions de leurs OS tous les 12 à 18 mois.

Abandonner certaines architectures

Ce retard est «inacceptable» estime Matthew Garrett, candidat au poste de nouveau responsable du projet Debian (dont l'élection sera close le 11 avril). En cause, le manque de communication au sein de la communauté. «Dans le passé, Debian était plus petit et la communication entre les personnes était plus facile», [indique-t-il](#).

«Maintenant, nous avons grossi au point qu'il est parfois difficile de se rappeler que chaque personne impliquée est un bénévole. Cela ne modifie en rien l'importance de la communication et ce doit être le travail du responsable du projet de s'assurer que cette communication vitale existe». Aujourd'hui 945 développeurs dans le monde participe à ce projet.

Parmi les cinq autres candidats, Andras Schuldei [appelle également](#) à «des versions publiées plus fréquemment et plus régulièrement». Idem pour Jonathan Walther dont [son slogan de campagne](#) est: «Publier tôt, publier souvent». «Nous sommes à peu près tous d'accord pour dire que la longueur des cycles de développement est notre souci principal», renchérit Benjamin Drieu.

Au-delà d'une meilleure communication, plusieurs solutions ont été évoquées, dont la principale est l'abandon de la compatibilité avec certaines infrastructures. Présenté comme un «système universel», Debian fonctionne avec pas moins de onze plates-formes. «Une proposition est discutée sur la concentration autour des architectures les plus répandues au détriment des plus exotiques», poursuit le responsable d'Alcôve.

Il s'agit, a priori, des architectures i386 (Intel/AMD classique), PowerPC (IBM pour ses serveurs et ceux d'Apple), IA64 (Intel pour serveur avec OS 64 bits) et AMD 64 (AMD pour serveur avec OS 64 bits). Quant aux plates-formes telles que SPARC (gros serveurs Sun) ou S/390 (gros serveurs

IBM), elles pourraient être abandonnées sur les versions stables, pour ne faire l'objet de travaux que dans le cadre des versions de développement, donc sans l'ensemble des validations.

Avec Renai LeMay de ZDNet Australia

IBM ouvre sa CVthèque certifiée Xavier Biseul

01 Informatique— Par Xavier Biseul - 24/03/2005

EMPLOI

IBM ouvre sa CVthèque certifiée

La société crée une base mondiale rassemblant les CV de jeunes diplômés formés, sous son contrôle, à l'opensource et à Java.

Les nouvelles technologies recrutent ! Selon une étude du cabinet Gartner, le nombre de développeurs Java devrait quadrupler passant, tous pays confondus, de 700 000 professionnels en 2003 à 2,8 millions prévus en 2007. Dans cette perspective, IBM compte créer une base de données mondiale, regroupant les CV des jeunes diplômés formés sur les standards « ouverts », c'est-à-dire les technologies *open source* (Linux) ou assimilées (Eclipse), mais aussi Java.

Rien que pour la France, cette CVthèque géante, disponible dans quelques mois, rassemblera plusieurs centaines de profils. Selon Michel Granger, directeur marketing d'IBM Software, son intérêt est double. « *IBM, ses clients et partenaires puiseront dans ce vivier afin de trouver la bonne compétence. Les jeunes diplômés, quant à eux, bénéficieront d'une visibilité à l'international.* » Cette initiative pourrait même constituer une parade anti-offshore. Entreprises ou prestataires n'iraient plus systématiquement chercher aux antipodes une ressource rare disponible localement.

« Certified by IBM »

L'inscription à cette base sera réservée aux étudiants qui auront suivi un programme certifiant au sein des quelque 150 grandes écoles (Centrale, Supélec, etc.) et universités participant à l'Academic Initiative d'IBM. Le constructeur a également annoncé, début mars, la mise en ligne d'une plateforme de formation à disposition de ces établissements supérieurs référencés. Cette application dispensera les bonnes pratiques de l'industrie dans le domaine des standards ouverts.

Le dispositif comprendra, en plus de cours, des points de contrôle et des forums de discussion. Déjà opérationnelle à l'université A&M du Texas, cette plateforme sera disponible en France dans les prochaines semaines. De la formation au recrutement, la boucle est bouclée.

Le marché de l'emploi open source s'organise

Pas de pénurie, mais les demandes d'emploi de développeurs ou de consultants spécialisés en logiciels libres ne cessent de progresser.

Les sociétés de services en logiciels libres constituent les principaux recruteurs. Elles sont plus de 120 en France - dont Linagora, IdealX ou Alcôve. L'association AP3L en réunit quelques-unes.

Joinux.com et Lolix.org proposent gracieusement la consultation d'offres d'emploi et le dépôt de CV en ligne, et autorisent également le téléchargement d'un guide des prestataires du libre.

Verrouiller le LAN et les serveurs d'applications de l'entreprise

Olivier Ménager , 01 Réseaux, le 01/04/2005

Pour protéger ses applications en mode ASP et ses 2 500 PC internes, Cegedim n'a pu faire l'impasse d'une réflexion autour des nouvelles menaces. Plusieurs mois de tests ont été nécessaires, associant des développements spécifiques et solutions commerciales.

Cegedim est le spécialiste européen des services d'information et du CRM destinés aux laboratoires pharmaceutiques et aux professionnels de la santé. La société fournit, via un portail, les bases de données et les informations stratégiques spécifiques à ce marché. La mission des responsables de la sécurité est d'assurer, d'une part, la sécurité du réseau interne avec 2 500 postes administrés et, d'autre part, celle de plus de cent serveurs contenant les applications et les données offertes en mode ASP à plusieurs dizaines de milliers d'utilisateurs. En outre, Cegedim a l'obligation légale d'être en conformité avec le code de la santé publique.

La problématique sécuritaire était double. Faire face aux attaques applicatives (SQL Injection, XSS) en HTTP et HTTPS qui franchissent les barrières des pare-feu réseaux traditionnels, et protéger les postes internes des codes malicieux actifs, des webmails, des spams, etc. via les flux HTTP, FTP et SMTP dans un environnement hétérogène. Sans oublier les difficultés de mises à jour de sécurité sur les postes de travail. Cegedim s'est donné les moyens d'étudier les différentes solutions en adoptant une démarche comparative pour trouver les solutions les mieux adaptées.

L'approche comparative a toujours été privilégiée

Côté pare-feu périmétrique, la société a opté pour des produits StoneGate en clusters, mieux adaptés à la problématique de liens multiples d'ISP et d'équilibrage de charge. Pour la protection applicative, elle a étudié diverses solutions et rejeté plusieurs produits fondés sur des reverse proxies, jugés mal adaptés à ses applications maison.

Elle a, en revanche, fait entrer dans son processus de tests une jeune start-up française, BeeWare. L'intelligence cognitive de la solution de BeeWare, fondée en partie sur la technologie neuronale Intelliwall, s'est montrée pertinente, surtout dans le cas de nouvelles attaques. Elle ne fait pas appel en permanence à des règles d'exception. Elle a été installée en mode parallèle, et devrait passer en mode série dès que le boîtier fonctionnera en haute disponibilité. Cegedim a demandé des développements complémentaires comme la gestion des VLAN et l'intégration d'interfaces optiques.

Pour le filtrage de contenu, la société a aussi adopté une approche comparative, et retenu la solution Webwasher CSM. Cette solution sert à la sécurisation des 2 500 postes de travail. Elle a été intégrée à une plateforme Squid sous Linux, qui a apporté 65 % de hits dans le cache en moyenne et, donc, a amélioré la performance. La société Alcove est chargée du développement Icap pour Squid et est en train de revoir le problème de la stabilité des patches pour une utilisation de la solution CSM dans le cadre d'une architecture Icap.

Parcours

Âgé de 27 ans, Romain Vergniol a participé à plusieurs grands projets de sécurité pour Cegedim depuis 2001 : plateforme d'authentification Radius, migration des pare-feu en clusters ou encore administration de la sécurité.

Il est impliqué dans différents comparatifs : audits de vulnérabilités, tests d'intrusions, haute disponibilité, équilibrage de charge et plateforme VPN-SSL.

Trois questions autour d'une bonne protection

Quels changements avez-vous constatés dans les attaques applicatives ?

La principale nouveauté, en dehors de leur nombre toujours croissant, est leur rapidité d'apparition. Il est aujourd'hui courant de voir des vers ou des exploits dès le lendemain de la publication d'une faille. Pour les équipes systèmes, il est devenu quasi impossible d'être aussi réactives pour appliquer les correctifs. Utiliser une solution ne se basant pas sur des signatures répond à cette problématique.

Faut-il mettre en oeuvre une protection applicative avant même un IDS-IPS ?

Oui. La grande majorité des attaques classiques sont bloquées par nos pare-feu, un IDS-IPS ne servant dans ce cas qu'à des fins statistiques et/ou juridiques. L'IDS-IPS, intégré à un SIM, reste néanmoins l'outil indispensable pour qui cherche une bonne vision globale de sa sécurité.

En quoi Icap devient-il un critère de choix ?

Pour les performances. L'utilisation de proxies chaînés nuit aux temps de réponse et manque de souplesse. Icap offre, en outre, plus de finesse dans le filtrage, et permet de mieux contrôler la validité des objets en cache.